

SOMMAIRE

Briser le cycle de la violence

Agir contre l'antisémitisme en France

Janvier 2016

Moins d'un an après les assassinats à Charlie Hebdo et dans un supermarché casher, les attaques meurtrières du 13 novembre à Paris ont enfin fixé l'attention sur la résurgence de l'antisémitisme et de l'extrémisme en France. La France compte la plus large communauté juive ainsi que l'une des plus importantes communautés musulmanes en Europe. Avec l'essor du Front National, parti xénophobe d'extrême droite, la situation devient explosive. « L'antisémitisme est inadmissible d'où qu'il vienne », a déclaré le grand rabbin de France, Haim Korsia, en juillet 2015. « Lorsqu'il existe une République avec des valeurs fortes - liberté, égalité, fraternité, qu'on oublie souvent -, on a une sécurité et une sérénité pour tous, y compris les juifs ».

Les violences visant les juifs et les sites juifs ont conduit à un sentiment exacerbé d'insécurité, qui conduit un nombre toujours croissant de juifs à déménager ou à partir à l'étranger. Certains observateurs ont établi un parallèle avec la situation qui régnait en Europe dans les années 30. Bien que le souvenir de cette sombre époque continue, non sans raison, d'étendre son ombre menaçante, la comparaison est impropre. L'antisémitisme n'en constitue pas moins un grave danger pour les droits humains, et sa résurgence en France doit être un sujet majeur de préoccupation pour le gouvernement français et pour ses alliés, y compris pour les

La sous-signalisation de l'antisémitisme



SOURCE: *Discrimination and Hate Crimes against Jews in E.U. Member States: Experiences and Perceptions of Antisemitism* at 57–58, E.U. Agency for Fundamental Rights (2013).



Les gens allument des bougies lors d'une veillée à Katmandou, le 15 novembre 2015, après les attentats de Paris REUTERS/Navesh Chitrakar

États-Unis.

Les violences antisémites ne nuisent pas seulement à ceux qui en sont les victimes directes, mais aux communautés juives tout entières, en les privant d'exercer leurs droits fondamentaux. Et les dommages potentiels sont encore plus grands : si l'on n'intervient pas, l'antisémitisme conduit à la persécution d'autres minorités, et à une augmentation globale de la répression et de l'intolérance. La croissance de l'antisémitisme est un signe avant-coureur de fracture sociétale.

Notre rapport analyse la nature et l'étendue de l'antisémitisme en France, et propose des recommandations pour le combattre en encourageant la tolérance et l'inclusion. Basé sur les informations publiques, et sur des entretiens avec un grand nombre de responsables gouvernementaux, de représentants de la société civile, et d'experts universitaires, le rapport examine le problème dans le contexte de phénomènes plus généraux et étroitement liés, notamment la montée en puissance du parti d'extrême droite, le Front

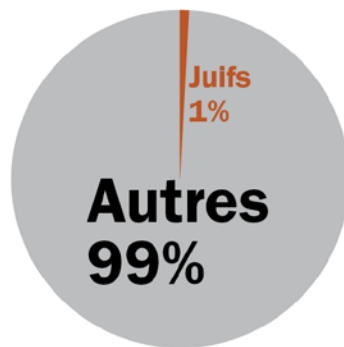
National, l'augmentation des discours anti-immigrants et antimusulmans, la propagation de l'extrémisme islamique, et le sentiment d'aliénation éprouvé par un nombre croissant de musulmans français. Bien que le rapport établisse une corrélation entre les pics d'incidents antisémites et les événements au Proche-Orient, il reste centré sur la situation en France et sur les dynamiques nationales qui y prennent part. Toutefois, nous considérons la France comme un cas représentatif du sort des juifs en Europe, dans la mesure où les tendances pertinentes qu'on y observe existent également dans les autres pays européens.

Les constatations principales du rapport sont :

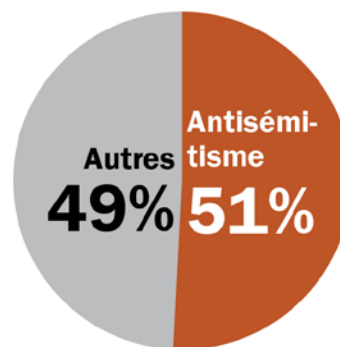
- Les juifs français sont confrontés à de multiples manifestations d'antisémitisme, comme les crimes de haine antisémites, dont la gravité va des insultes et des graffitis aux agressions, les actes criminels organisés motivés par l'aisance financière attribuée aux juifs, les incidents antisémites survenant lors de manifestations publiques de protestation contre le gouvernement et le conflit israélo-palestinien, et les attaques terroristes visant des juifs et des institutions juives.
- En France, on observe une augmentation des incidents antisémites, alors même qu'ils sont sous-signalés et insuffisamment étudiés. Les crimes de haine recensés en 2014 s'élevaient à plus du double de ceux répertoriés l'année précédente, et représentaient un nombre disproportionné de l'ensemble des incidents à caractère haineux. Toutefois, les données sur l'origine ethnique et religieuse de leurs auteurs restent limitées, en raison, pour une part, de l'interdiction faite en France à la collecte de données « ethniques ». Un manque de données relatives aux établissements scolaires et au système de justice criminelle empêche une analyse plus poussée.
- Les partisans du Front National figurent parmi les personnes qui sont le plus susceptibles de faire preuve de comportements antisémites ou diversement intolérants. Les études montrent que, en France, d'autres groupes peuvent entretenir des opinions antisémites, toutefois moins marquées, comme les partisans des partis politiques d'extrême gauche, les catholiques pratiquants, et certaines minorités parmi lesquels les musulmans et les immigrés. Cette question nécessite toutefois des recherches plus approfondies.

Données relatives à la hausse de l'antisémitisme

Population française



Les incidents haineux en 2014



Incidents antisémites



50% des incidents ont lieu dans les banlieues parisiennes, à Marseille et à Lyon.

Ce sont les plus importantes communautés juives de France.



SOURCE: 2014 Report on Antisemitism in France at 17, Service de Protection de la Communauté Juive (2014).

- Un ensemble complexe de causes profondes contribue à l'antisémitisme, et en particulier l'influence grandissante du Front National, ainsi que le phénomène d'exclusion de l'identité française et des « valeurs républicaines » qui touche certains groupes marginalisés. Des interprétations contradictoires et partisans du concept de laïcité contribuent à alimenter un contexte où se multiplient les discours antisémites, racistes, et xénophobes. Les musulmans français, les immigrés et les Français originaires du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et subsaharienne sont aussi les victimes de crimes de haine, de préjugés et de discrimination.
- Paradoxalement, l'action du gouvernement pour dénoncer et combattre l'antisémitisme ne fait que l'exacerber, en validant le discours qui prête aux juifs une influence démesurée sur le monde politique français.

Les causes et les conséquences de l'antisémitisme



- Le gouvernement français a pris de nouvelles initiatives afin de lutter contre l'antisémitisme, notamment l'adoption, en 2014, d'un Plan national contre le racisme et l'antisémitisme, mais ces mesures ont manqué de la vision politique à long terme nécessaire pour s'attaquer aux racines du problème. La société civile française se trouve face à des enjeux structurels, parmi lesquels figurent la dépendance à l'égard des subventions publiques, le recrutement de jeunes responsables prometteurs au sein des institutions gouvernementales, la résistance des milieux associatifs à former des coalitions, et une déconnexion entre les ONG nationales et les initiatives citoyennes au niveau régional.

Le rapport repose sur notre déjà longue histoire dans le domaine du suivi et de la lutte contre les crimes de haine – y compris les crimes antisémites – en Europe. Depuis plus de dix ans, nous avons recommandé une approche globale des crimes de haine, et appelé les gouvernements à s'attaquer à leurs causes profondes tout en protégeant la liberté d'expression. Notre engagement est celui d'une organisation qui s'efforce d'encourager les États-Unis à jouer un rôle directeur dans la défense des droits de l'homme. La France est un allié indispensable pour les États-Unis, à la fois comme partenaire privilégié d'initiatives bilatérales et comme membre de l'Union européenne ainsi que d'autres institutions multilatérales attachées à promouvoir la sécurité, la démocratie et les droits humains. Les États-Unis et la France ont par conséquent un puissant intérêt commun à combattre cette menace pour les droits de l'homme, et à bâtir une société plus forte et permettant une meilleure intégration de ses citoyens.

Les recommandations de ce rapport visent à promouvoir une coopération transatlantique plus étroite. Notre but est d'inciter le gouvernement américain à travailler en coopération avec la France pour s'attaquer aux racines de

l'antisémitisme et de l'extrémisme afin de prévenir de nouveaux attentats. Nous adressons également des recommandations à la société civile et proposons la formation d'une coalition qui, au-delà des océans, des croyances, et des identités nationales et ethniques, réunirait les représentants des sociétés civiles des deux pays afin de jeter les bases de progrès concrets et de mettre en pleine lumière les points où les gouvernements doivent concentrer leurs efforts.

L'aperçu des recommandations-clés – qui seront exposées plus en détail dans les différentes sections de ce document final – comporte les points suivants :

- **A l'attention du gouvernement des États-Unis :** le gouvernement des États-Unis doit maintenir son attention sur les violences antisémites et leur prévention en France, en cherchant à en mieux comprendre les causes profondes, et en particulier la marginalisation et la radicalisation de certaines composantes de la société. Il doit mettre en place des échanges intergouvernementaux destinés à lutter contre les crimes de haine, améliorer les relations entre forces de l'ordre et communautés, multiplier les opportunités de coopération pour la société civile (y compris entre les organisations des sociétés civiles américaine et française) afin de combattre l'antisémitisme et le racisme, et encourager les programmes français d'inclusion sociale et économique.
- **A l'attention du gouvernement français :** le gouvernement français doit continuer de donner la priorité à la lutte contre l'antisémitisme et le racisme. Il doit maintenir les mesures de sécurité nécessaires sans atteinte aux libertés civiles, accorder plus de moyens pour répondre aux actes de violence haineux, résoudre la question du manque de données, et notamment d'études relatives à la victimation des crimes de haine, à

la radicalisation et aux causes profondes de l'antisémitisme. Le gouvernement doit multiplier les consultations avec la société civile, et promouvoir un discours mettant l'accent sur la contribution positive apportée à la société française par toutes ses composantes, et en particulier par les immigrés et leurs descendants. Le Parlement doit accorder plus d'attention à ces questions.

- A l'attention de la société civile française : les organisations de la société civile française doivent s'efforcer de former des coalitions, notamment en accueillant favorablement et en soutenant les initiatives des associations locales et interreligieuses, afin de s'attaquer de manière exhaustive aux différentes formes d'intolérance et de discrimination, y compris à l'antisémitisme. Un discours inclusif est nécessaire pour permettre des résultats politiques susceptibles de traiter les causes profondes des actes violents causés par les préjugés.
- A l'attention des sociétés de l'Internet : les sociétés de l'Internet doivent établir des relations proactives avec la société civile, afin de discuter ensemble de la meilleure approche à adopter pour identifier les discours haineux et les incitations à la violence, et y apporter une réponse. Cette collaboration doit inclure une formation dispensée par les sociétés de l'Internet pour permettre de signaler les infractions en ligne, et d'élaborer et de diffuser des contre-arguments efficaces via les différents réseaux sociaux.

L'approche des élections présidentielles de 2017, la montée des partis d'extrême droite, et la crise migratoire rendent encore plus urgente la nécessité de s'attaquer à ce



François Hollande et Barack Obama déposent des fleurs sur un mémorial improvisé en hommage aux victimes des attentats au Bataclan de Paris, le 30 novembre 2015. REUTERS/Kevin Lamarque

problème. Nous publions ce rapport qui, à la date anniversaire des attentats survenus il y a un an contre Charlie Hebdo et le supermarché casher, résonne comme un cri d'alarme : nous devons, en 2016, agir ensemble pour une France plus forte où jamais plus les violences de 2015 ne pourront se reproduire. Le gouvernement des États-Unis et la France doivent maintenant travailler de concert pour prévenir tout attentat et pour aider à la construction d'un avenir plus serein et où chacun aura sa place. Nos recherches ont pour but de contribuer à améliorer la compréhension mutuelle, et à permettre à la société de répondre avec énergie à l'antisémitisme. ■



American ideals. Universal values.

CONTACT

75 Broad Street, 31st Floor
New York, NY 10004

805 15th Street, N.W., #900
Washington, DC 20005

1303 San Jacinto Street, 9th Floor
South Texas College of Law, Houston, TX 77002

Tél : +1 212 845 5200
Fax : +1 212 845 5299

Tél : +1 202 547 5692
Fax : +1 202 543 5999

Tél : +1 713 955 1360
Fax : +1 713 510 1935

www.humanrightsfirst.org